

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 175 - VENDREDI 12 AVRIL 2013

## LA CANAILLE DU FAUBOURG

Qu'ils fassent ce qu'ils veulent avec le cadavre de Maggie, c'est le thatchérisme qu'il faut enterrer.

## AGENDA MILITANT

→ 13-20 avril

Vanves [5<sup>e</sup> festival Cinéma-Écologie](#)

→ 15 avril

Toulouse [Israël-Palestine, comment sortir de l'impasse ?](#)

→ 16 avril

Paris [Travailler, quel boulot ! Rencontre avec l'auteure](#)

→ 17 avril

Créteil [École, refondation... et les contenus ?](#)

→ 18 avril

Paris [Rencontre avec Pinar Selek](#)

→ 20 avril

Ajaccio [Pour une alternative sociale et écologique - Manca Alternativa - Clémentine Autain](#)

## À LIRE SUR [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

→ **Monde**

[Dialogue, désarmement, paix contre actes de guerre](#)

→ **Nouvelle force politique**

[Trait d'union n°3](#)

→ **Culture**

[La jeunesse immigrée est un facteur de développement](#), J.Cl. Mairal

→ **Carte blanche**

[Hommage à Robert Castel](#), dernière interview

## Derrière la crise de régime... un mai 68 à froid ?

« Il y a crise de régime quand le système institutionnel est incapable de répondre à la perte de confiance », vient de déclarer M. Montebourg. Nous y sommes, précisément ! Et depuis trop longtemps. La crise de régime touche l'Europe austéritaire, certes, mais aussi la France, avec une défiance enracinée des citoyens envers les institutions et le politique.

Face au renoncement démocratique et économique, la question de la souveraineté populaire est posée. Renoncement économique, car l'arbre Cahuzac cache une forêt : les 2 000 familles françaises cachant 60 milliards d'euros en Suisse, les centaines de filiales d'entreprises et de banques françaises rompues au dumping fiscal, comme le soulignait ce mardi à l'Assemblée nationale le député communiste Alain Bocquet.

Loin d'être une perversion du système, ces zones sont le cœur battant du capitalisme financiarisé. L'Europe et les USA les ont sciemment tolérées à leurs portes. Défendre leurs multinationales, ou défendre l'action publique au service des citoyens ? Les États ont fait le choix d'un capitalisme in fine prédateur de ces mêmes États ! Comment croire que morale et transparence pourraient venir à bout de ce système miné par l'argent roi ?

Renoncement démocratique, car nous assistons depuis trop longtemps à une déconnexion totale entre la représentation politique et les citoyens. Le bipartisme a perverti la démocratie, laissant des courants de pensée en dehors des institutions. La V<sup>e</sup> République a lentement affaibli le pluralisme politique. Notre République étouffe sous le corset de sa concentration des pouvoirs, de sa monarchie présidentielle.

Depuis le référendum de 2005 et la mobilisation contre l'Europe libérale, le fossé entre les élites tirant profit de la mondialisation et le peuple qui la subit ne cesse de grandir. Le camouflet du référendum en Alsace dimanche dernier n'est qu'une énième illustration. Que dire de l'autisme du système politique face à une abstention devenue premier parti de France ? Derrière l'apparente résignation, une colère populaire profonde. Toute chose égale par ailleurs, n'est-ce pas un Mai 68 à froid ?

Fixons le cap pour sortir de la crise. Imposons tout de suite le non-cumul et la limitation du nombre de mandats, une véritable proportionnelle aux élections, le droit de vote des étrangers, l'implication des citoyens à tous les niveaux. Souvenons-nous que le mot "crise" était chargé d'un sens positif dans la Grèce antique : "l'heure de la décision". De la décision à l'alternative, il n'y a qu'un pas. Vite, inventons cette 6<sup>e</sup> République !

● **François Asensi**  
député de Seine-Saint-Denis



# Face aux scénarios de l'austérité et de la crise politique, le mouvement, c'est maintenant !

**Loin d'être à la hauteur des enjeux, les annonces de François Hollande et Jean-Marc Ayrault concernant la « *moralisation de la vie politique* » témoignent d'un aveuglement persistant sur la gravité de la crise politique, tandis que l'austérité reste leur boussole économique. Quels scénarios pour la suite et quels leviers pour agir ?**

**E**n quelques semaines, le climat politique s'est (encore) fortement détérioré. L'affaire Cahuzac a été un déclencheur, mais le gouvernement est confronté à plusieurs crises. Il est en panne face à la crise économique et dans l'impasse de l'austérité. Il subit une confrontation virulente sur le mariage pour tous sans tirer aucun bénéfice du soutien d'une majorité de citoyens au projet de loi. Il est perdant face à la lutte contre l'aéroport Notre-Dame-des-Landes et déficitaire sur la transition énergétique. Il perd des plumes à gauche en se situant dans la continuité des politiques répressives de Claude Guéant. Il subit de front la crise (anti-)démocratique, dans ses dimensions multiples : incapacité du politique à reprendre du pouvoir sur la finance, crise de la représentation par les élus et les partis, affaires multiples qui démasquent la connivence étroite entre une partie conséquente du monde politique (du Parti socialiste au Front national)

et les intérêts dominants du côté de la finance.

**Le discours en faveur de l'austérité et l'existence de la fraude fiscale s'entremêlent dans une conception cynique de la vie politique, économique et sociale ; l'idée que la vie économique n'a pas à être régulée va parfaitement avec l'absence d'outils pour lutter contre l'évasion fiscale.**

Ce qui se révèle, c'est que le discours en faveur de l'austérité et l'existence

de la fraude fiscale ne s'opposent pas. Ils s'entremêlent dans une conception cynique de la vie politique, économique et sociale ; et ils ont partie liée dans la mesure où l'idée que la vie économique n'a pas à être régulée ou administrée va parfaitement avec l'absence d'objectifs et d'outils pour lutter contre l'évasion fiscale. Ainsi, le système politique n'est pas gangrené par hasard ni par accident, mais au contraire il obéit à la domination du libéralisme économique. Nous sommes dans les faits rentrés au plus haut niveau de l'État dans un discours hypocrite : comme l'écrit Francis Wurtz, « *il est malheureusement inexact d'imaginer - comme un certain nombre d'électeurs de gauche continuent de le faire... - que François Hollande "fait ce qu'il peut" dans les cercles dirigeants européens ! Il n'a ni cherché à renégocier le traité budgétaire ni contesté les directives et règlements inspirés par Mme Merkel qui font de l'austérité la "règle d'or" européenne* ». Opposer - comme ●●●

●●● le fait le Président de la République - rigueur, ou redressement, et austérité relève d'un baratin.

Au total, des mots nouveaux sont entrés en force au journal télévisé depuis quelques jours ; "crise politique", "crise de régime", "crise de la République"... La concomitance entre la mise en cause de l'austérité et le débat sur la lutte contre la fraude fiscale saute aux yeux. Entre auto-persuasion et obligation de fidélité, Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, répondant à une question sur l'existence ou non d'une crise de régime, explique : « *Il y a crise de régime quand le système institutionnel est incapable de répondre à la perte de confiance. Je ne crois pas que nous en soyons là, car les décisions que le gouvernement s'apprête à prendre sont de nature à rétablir la confiance* ». Certes, en la matière, nous verrons bien ce qui se passera dans les prochaines semaines... Mais rien n'indique un authentique changement de cap, aussi bien sur la question démocratique que sur la question économique (lire notre encadré p. 5). En effet, son conditionnement idéologique amène le gouvernement à ne pas (pouvoir) envisager qu'une réorientation soit possible. Dès lors, seule une puissante vague citoyenne, très exigeante et ambitieuse, pourrait changer les choses.

Évoquons maintenant les différents scénarios envisageables pour l'année qui vient, avant d'esquisser quelques propositions de leviers pour la prochaine période.

### Le scénario du pire

C'est le plus simple à envisager. François Hollande s'entête dans sa politique d'austérité. Craignant de mettre l'Union européenne en crise, apeuré par un rebond de la crise financière (sur fond d'une perte de confiance des marchés et d'alertes des agences de notation), il confirme l'essentiel de ses orientations. Même si les députés ont largement déserté les bancs de l'Assemblée nationale lors du débat et du vote en première

## Appel du Front de gauche pour une marche citoyenne le 5 mai



L'affaire Cahuzac suscite la colère et la nausée. D'une gravité extrême, elle ne révèle pas seulement l'absence de probité et d'honnêteté d'un homme. Elle met à jour, une nouvelle fois, un système oligarchique profondément néfaste, une démocratie à bout de souffle, la collusion grandissante entre les hautes sphères financières et celles de l'État. Il faut mettre fin au règne de la finance.

L'heure n'est pas au bricolage mais à la réorientation de la politique du pays et à la refonte du cadre institutionnel. Au moment où le gouvernement demande au plus grand nombre de se serrer la ceinture et après l'intervention télévisée d'un Président qui confirme son cap visant à ne rien changer, cet épisode misérable précipite la crise politique.

Le Front de Gauche est engagé dans la bataille contre l'austérité à l'image de sa campagne « pour une alternative à l'austérité ». Il participera à la manifestation du 9 avril contre l'ANI, appelle les parlementaires à ne pas retranscrire dans la loi cet accord minoritaire. Dans l'immédiat, il exige la suspension du débat parlementaire sur ce texte pour légiférer en urgence contre le pouvoir de la finance, contre les paradis fiscaux, y compris en Europe, contre les conflits d'intérêt. Il faut des contrôles, des normes nouvelles, et pas seulement des appels à la morale individuelle, des moyens financiers pour faire face à la fraude fiscale.

La défiance des citoyennes et citoyens à l'égard des responsables politiques atteint son seuil critique. L'oligarchie croit en sa toute puissance, en son impunité. C'est pourquoi la réplique doit être forte et claire. Le Front de Gauche défend la perspective d'un processus constituant pour une nouvelle République. Redéfinir les règles sociales et démocratiques est le moyen pour que le peuple reprenne le pouvoir. La VI<sup>e</sup> République visera à élargir le socle des droits, à étendre la souveraineté populaire, à favoriser la démocratie sociale.

Face à l'accélération de la crise sociale et politique, le Front de Gauche assumera toutes ses responsabilités pour que la colère légitime débouche sur l'espoir et la transformation sociale. Le Front de Gauche propose à toutes les forces de gauche et les personnes qui ont voulu le changement en mai dernier et plus largement au peuple, contre la finance et l'austérité, à une grande marche citoyenne pour la 6<sup>e</sup> République le 5 mai à Paris.



●●● lecture du 9 avril, l'Accord national interprofessionnel (ANI) est adopté sans ajustements significatifs, obéissant à l'injonction du Medef et de la CFDT.

Un nouveau plan d'austérité est décidé courant 2013 et la préparation de la loi de finances pour 2014 est lancée avec l'objectif d'une nouvelle compression des dépenses publiques. La droite, de son côté, continue dans sa logique de plus en plus agressive, dont l'extrême droite, comme à son habitude, profite. Le Front de gauche est marginalisé, faute de structurer son activité et de relations de confiance avec ceux qu'il pourrait contribuer à fédérer, cela d'autant plus que les mouvements sociaux restent sporadiques et parcellaires. Les écologistes continuent d'être des partenaires "loyaux", c'est-à-dire - en l'absence de rapports de force - soumis au Parti socialiste, malgré les départs de militants. À côté de la multiplication des immolations devant les portes de services publics de plus en plus exsangues, des émeutes ponctuelles se font jour, justifiant des mesures de répression de Manuel Valls, toujours insuffisantes selon la droite et l'extrême droite.

#### Le scénario du "sursaut mou"

C'est le scénario qui ne change rien à l'essentiel de la crise politique et de la politique austéraitaire. François Hollan-

de fait un petit pas à gauche, offrant à son électorat quelques repères. Son flan gauche, vite satisfait, rentre dans le rang, s'attachant du coup à casser du Mélenchon (il a déjà commencé). Dans le même temps, il propose une réforme "consensuelle" des institutions, tentant - sans aucune chance de succès, mais ce n'est qu'un jeu d'apparences de plus ! - de désarmer l'opposition.

**Comme l'écrit  
Francis Wurtz,  
« il est malheureusement  
inexact d'imaginer que  
François Hollande  
"fait ce qu'il peut"  
dans les cercles  
dirigeants européens ! »  
Opposer rigueur,  
ou redressement,  
et austérité relève  
d'un baratin.**

Même François Bayrou rechigne à soutenir cette réforme, vu que le bateau gouvernemental semble tel le Titanic dans la nuit du 14 au 15 avril 1912. Certains, au PCF, profitent du timide pas de gauche du Président de la République pour ten-

ter de se raccrocher à l'ancienne stratégie de l'Union de la gauche. Ils pensent ainsi sauver des sièges d'élus, oubliant quelque peu le risque d'une raclée électorale du Parti socialiste et de ses alliés en 2014. Côté droit, le flan le plus dur se renforce, et l'extrême droite tente comme à son habitude de récupérer les mécontents. Du côté d'Europe Ecologie les Verts, les "réalistes" considèrent être déjà dans la seringue des élections de 2014 (« *on fera les comptes après !* »), aux côtés du Parti socialiste ; une partie des militants se résigne à subir les événements, tandis qu'une autre ne supporte plus la politique menée en leur nom.

#### Le scénario du "beaucoup mieux"

Bien que préparée en quelques semaines, la marche citoyenne du 5 mai est un succès. Comme lors de l'initiative du 18 mars 2012 à la Bastille, pendant la campagne des présidentielles, des dizaines de milliers de personnes défilent, balais à la main destinés à signifier le besoin d'en finir avec la V<sup>e</sup> République et d'ouvrir un processus constituant. On note une vraie diversité de participants, de toutes générations et origines. Conforté par ce succès, le Front de gauche renforce sa stratégie : développer un mouvement intense pour un changement de politique et proposer de lui donner force politique dans la rue et dans les urnes en 2014. ●●●

●●● Pour contenir la pression qui s'amorce, le Parti socialiste amende à la marge sa politique d'austérité, mais il en conserve l'essentiel pour les raisons que nous avons évoquées : il est pour lui hors du champ du possible de procéder à une réorientation globale de sa politique économique, et par ailleurs il ne

pense pas nécessaire de lancer un processus constituant en vue d'une nouvelle République. Les Verts sont de plus en plus tentés de quitter le gouvernement, et certains dirigeants se dissocient de la ligne d'union avec le PS. La droite et l'extrême droite sont mises en difficulté par le nouvel élan de la question sociale, qui met en cause la puissance des thèmes sécuritaires et affaiblit les propositions économiques libérales.

### La gauche sens dessus dessous

L'annonce de la marche citoyenne du 5 mai fait déjà événement politique et fait bouger des lignes parmi les forces politiques de gauche. Si Eva Joly a annoncé sans négocier sa participation à la manifestation, plusieurs élus d'EELV ont ouvert des contrefeux. Jacques Perreux, vice président du Conseil général du Val de Marne, met l'accent sur le vocabulaire de Jean-Luc Mélenchon, qui le « heurte », soulignant que sa proposition serait un « *hold up sur l'exigence d'une VI<sup>e</sup> République* »... tout en se prononçant pour que les écologistes puissent être « *observateurs actifs du processus unitaire de préparation de cette manifestation* ». Quant à Christophe Cavard, député EELV du Gard, il explique : « *On a discuté dimanche d'une participation ou non à la manifestation du 5 mai. Et on a décidé de ne pas entrer dans le virage de surenchère moraliste et populiste amorcée par Mélenchon* ». À lire de tels propos, on se demande quand même si la justification de la stratégie d'alliance avec le PS vaut l'emploi de n'importe quels prétextes.

Du côté du PS, les points de vue sont de plus en plus radicaux. Benoît Hamon s'exprime durement : « *La gauche doit être collective (...) appeler à une manifestation coup de balai contre la gauche, ça rompt avec toutes les traditions, toute l'histoire de la gauche* ». Mais que vaut cette colère lorsqu'Arnaud Montebourg exprime vertement dans *Le Monde* : « *La vraie question est la suivante : la politique d'austérité imposée par l'Europe est-elle soutenue par nos concitoyens ? La réponse est non. Elle est rejetée par tous les peuples. Donc s'il y a une crise de régime, c'est au niveau de l'Union européenne, où il n'y a nul débat démocratique sur les causes et les conséquences de cette politique d'austérité qui nous entraîne collectivement dans une spirale récessive.* » Alors, rendez-vous le 5 mai ?

● G.A

**Son conditionnement idéologique amène le gouvernement à ne pas (pouvoir) envisager qu'une réorientation soit possible. Dès lors, seule une puissante vague citoyenne, très exigeante et ambitieuse, pourrait changer les choses.**

Pour ne pas s'en remettre au hasard, et si l'on veut se rapprocher du scénario du "beaucoup mieux", évoquons quelques leviers pour l'action.

●●●



### ●●● Ouvrir la manifestation du 5 mai

Voilà une idée qui chemine vite ! Lancée initialement par Jean-Luc Mélenchon, la proposition de manifester le 5 mai est devenue le bien commun du Front de gauche et un appel à ce que d'autres forces se mobilisent. Un enjeu essentiel sera que la manifestation dépasse les cercles des militants du Front de gauche, ceux des syndicalistes et des plus engagés. Il se trouve que le thème de la VI<sup>e</sup> République est tout à fait apte à fédérer la diversité des mouvements, des résistances, mais aussi des aspirations et des espoirs. Reste à réussir l'événement, c'est-à-dire à la fois à être nombreux le jour J et à ce que les exigences qui seront portées soient à la hauteur des enjeux contemporains d'une nouvelle République (1).

### Installer le mouvement dans la durée

Dès à présent et au lendemain du 5 mai, une question clef sera de faire percevoir le besoin d'une mobilisation durable, de l'organiser, et finalement celui de struc-

turer une force politique pour porter le fer de l'alternative. La question n'est pas, ou plus, de "faire réussir la gauche" après l'avoir fait gagner électoralement, ni d'amender un peu la politique

**Pour changer les choses dans le sens d'un scénario positif, il faut à la fois réussir à ouvrir la manifestation du 5 mai, installer le mouvement dans la durée et mettre un nouvel horizon à l'ordre du jour.**

socialiste ou de la faire "bouger". Elle est de faire émerger durablement une alternative, appuyée sur des rapports de force sociaux beaucoup plus solides qu'aujourd'hui.

### Mettre un nouvel horizon à l'ordre du jour

Le Front de gauche pourrait prendre à bras-le-corps le besoin d'ouvrir un nouvel horizon, au-delà du besoin d'un coup de balai face aux affaires, et même de la mise en cause de la politique d'austérité. L'enjeu est de décrocher de l'espoir vain d'une réussite de la gauche ou d'une réorientation politique majeure, vu l'état des rapports de force. Pour cela, il faut faire le deuil de la défunte union de la gauche ou de la gauche plurielle, sortir vraiment de la domination du PS à gauche, et de la dépendance à son égard. À ces conditions, pour la première fois depuis des lustres, la question du pouvoir et celle des relations entre les forces de gauche se poseront d'une nouvelle façon. Mais elles seront conditionnées par ce qui bougent dans la société.



● Gilles Alfonsi

(1) Lire sur ce sujet, Roger Martelli, "Une République nouvelle".

<http://www.regards.fr/journee-cahuzac/une-republique-nouvelle.6489>

# Cahuzac le traître ? Mon œil !

**C**ahuzac le traître ! C'est le cri poussé par ses ex-amis du Parti socialiste. Pour François Hollande, « *c'est un choc, c'est un grave manquement à la morale républicaine* ». Dans *Libération*, c'est « *une ignominie, avec ses dissimulations, ses mensonges, Jérôme Cahuzac a fait bien plus que salir son honneur...* » Pour Patrick Apel-Müller, dans *L'Humanité* du lendemain, « *l'homme qui traquait les fraudeurs était lui-même un malfaiteur...* », et l'éditorialiste de *L'Humanité* d'en appeler à la haute morale de François Mitterrand qui dénonçait au congrès d'Épinay « *l'argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui écrase, l'argent qui tue, et l'argent qui pourrait jusqu'à la conscience des hommes...* ». Si jamais nous n'avions pas bien compris, sachons-le une bonne fois pour toutes, c'est à la morale qu'on a porté atteinte, à l'honneur, à la confiance. En somme aux vertus du capitalisme depuis qu'on l'a moralisé.

Qu'on me pardonne de persifler ainsi, mais je trouve qu'avec ses 600 000 euros (premier chiffre annoncé par la presse), Cahuzac faisait petits bras. Il trichait depuis deux décennies, dit-on, alors vingt ans pour accumuler 600 000 euros, c'était beaucoup d'années, quand les revenus professionnels annuels des patrons les mieux payés du CAC 40 sont par exemple 19 600 000 euros pour Maurice Lévy de Publicis, 13 300 000 euros pour Carlos Ghosn de Renault et plus de 7 millions d'euros pour Christopher Viehbacher de Sanofi Aventis. Mais on parle désormais de 15 millions d'euros. Petit joueur le Cahuzac avec les premières estimations, le voilà finalement dans la cour des grands ses 6 zéros après la première dizaine. Dans la cour des grands parmi les riches, les 10 % les plus riches de notre pays par exemple. Ceux qui se sont enrichis entre 2008 et 2010 de 14 milliards d'euros. Donc, on le voit, ça n'est pas la somme qui fait le voleur, c'est le manquement à la morale.

Et nos patrons du CAC 40, qui gagnent en une année l'équivalent de 1 000 à 1 400 années de SMIC, ils doivent rendre de bigrement grands services aux actionnaires. Si les actionnaires peuvent se séparer annuellement de telles sommes pour que l'homme de l'art garde à la courbe des profits son allure exponentielle, on imagine, non sans mal, l'ampleur des profits. Mais ces profits sont moraux, puisqu'ils sont légaux et en aucune façon dissimulés. Nos médias nous confient d'ailleurs chaque jour l'état de santé du CAC 40. Alors, comme promis pendant sa campagne électorale, François Hollande n'y touche pas. L'homme a de la morale, il tient ses promesses.

**Et si on allait regarder un peu plus loin que la morale et la légalité pour apprécier s'il est légitime qu'en possédant les moyens de production, on dispose de la vie des producteurs ?**

Et si on allait regarder un peu plus loin que la morale, un peu plus loin que la légalité pour apprécier s'il est légitime qu'en possédant les moyens de production, on dispose de la vie des producteurs ? Est-il légitime que le groupe Vinci, sous prétexte qu'il a les moyens de construire un aéroport, en construise un dont on n'a pas besoin, cela parce que, tout compte fait, c'est rentable pour les actionnaires investisseurs ? Est-il légitime qu'on


produise le médiateur parce que c'est rentable pour les actionnaires, et qu'on ne produise pas les médicaments dont on connaît pourtant les qualités sous prétexte qu'ils ne sont pas rentables pour l'actionnaire ?


Vous répondez "Oui" à la première question et "Non" aux deux suivantes ? Bravo, vous n'êtes pas insensible aux préoccupations morales, mais vous voilà mûr-e pour changer le système !


● Catherine Destom-Bottin







 **Cerise noire.** La Dame de Fer est morte et vous ne voulez pas attendre que la rouille fasse son œuvre ? Cerises conseille à ses lecteurs le catalyseur et corsif Actirouille, dans la gamme "Socialisation". Les meilleurs aciers inoxydables n'y résistent pas. Disponible dans des assemblées citoyennes du *Left Front*.

 **Cherry on the cake.** La rédaction a reçu la résolution suivante de la part de syndicalistes anglais : « *Afin de perpétuer dans les cœurs et dans les faits l'héritage intellectuel et humain de Margaret Thatcher, pourfendeuse des conquêtes sociales, briseuse de grèves, amie de Pinochet, grande essoreuse de l'État britannique, les obsèques l'ex-Premier ministre du Royaume-Uni ne peuvent être celles de la Nation. Elles doivent en revanche être organisées et sous-traitées au secteur privé qui offrira, selon la défunte, le meilleur rapport qualité-prix, soit un service minimum pour les clients-roi ou reine, et un rendement maximum pour les actionnaires. Rendre hommage, à la hauteur qu'il se doit à Margaret Thatcher, c'est lui offrir ce dernier cadeau : l'opportunité de couper encore et encore dans les dépenses publiques, ce seul chemin possible. C'est promouvoir, une dernière fois, le libéralisme économique dont Madame Thatcher cultivait le dogme.* » Les amendements doivent nous parvenir sous huitaine.

 **Queues de cerises.** Il est des mots que les puissants aiment à diaboliser auprès de l'opinion car ils seraient dangereux. Le mot "balai" par exemple, connu pour faire peur. Derrière cet infâme objet, qu'il soit en paille de riz ou en racines de chiendent, se cachent souvent une sorcière, un Thénardier, allez ! un dictateur. Surtout quand Jean-Luc Mélenchon l'utilise et parle de donner un coup de balai. La blanche Ségolène Royal, déclarant en septembre 2011 : « À ce stade

*d'accumulation d'affaires et d'atteintes graves portées à la morale publique, la seule solution, c'est un bon coup de balai à ceux qui dirigent si mal le pays, font honte à la France »,* avait eu droit à moins de réactions outragées. Jean-Luc, nous te suggérons de dire qu'il faut passer l'aspirateur. Moins pratique à emmener avec soi pour se rendre à la manif du 5 mai (encore qu'en pédalo...), mais plus moderne.

 **Cerise confite.** Si certains s'effraient du mot "balai", d'autres s'épouvantent à la définition du mot "mariage." Ainsi Hervé Mariton, député UMP, dont on ne se doutait pas qu'il tremblerait devant le subversif *Petit Larousse* (édition 2014, publiée en juin). Car à la lettre M, au mot mariage, le dico nouveau précisera : « *Acte solennel par lequel deux personnes de sexe différent, ou de même sexe, établissent entre eux une union.* » Hervé Mariton, en croisade contre le projet de mariage pour tous, a donc appelé au boycott de Larousse, « *condamnant une course de vitesse totalement méprisante d'un débat parlementaire et d'un jugement constitutionnel qui ne sont pas achevés.* » Mariton des hommes ? Mariton des femmes ? Quelle horreur ! Notre phobique veut donc, non un dictionnaire de la langue française, mais un bréviaire de la France réactionnaire. Il devrait prendre langue avec nos camarades de Belgique et du Québec. Ces pays ont légiféré il y a belle lurette sur le mariage des personnes de même sexe.

 **Bigarreau.** En fait, il ne faut pas prendre à la lettre les dictionnaires. Et croire naïvement qu'un pouvoir exécutif exécute, et qu'un Parlement parle. La preuve par l'accord sur la flexibilité.

### Cerise mystère.



(a) Objet populaire utilisé par les sans-culottes en 1789.  
(b) Concurrent du populiste balai.  
(c) Station de métro près de Saint-Lazare.

Réponse : (a) et (c)

● Philippe Stierlin





## Τυροπιτάκια

### Comment dit-on Cahuzac en grec ?

Georges Papaconstantinou : ce ministre des Finances du «socialiste» Papandréou a été l'artisan du recours de la Grèce au mécanisme de «sauvetage» UE-FMI en 2010, et le négociateur du premier plan de rigueur imposé à son pays.

Il a ensuite été accusé, entre autre, d'avoir falsifié la fameuse «liste Lagarde» en retirant le nom de deux de ses proches... Et c'est le journaliste qui a révélé l'affaire qui faillit être condamné !

Comment est-il possible que nous retrouvions les mêmes comportements quel que soit le pays ? Doit-on croire à une épidémie de cupidité ? Ou le mal est-il plus profond ?

La question est politique : si nous faisons face à une crise morale, quelques démissions et un ravalement de la devanture feront l'affaire ; Hollandréou s'y emploie. Par contre, si c'est un système de domination politique qui est en cause, alors c'est d'une révolution citoyenne dont nous avons besoin ! En France comme en Grèce.



● Gilles Boitte

## Bienenstich

### Quand des voyous crient haro sur le baudet

Le gouvernement allemand et ses amis de la finance ont été à la pointe des attaques violentes de l'Union européenne contre les Chypriotes. Les mesures préconisées par l'UE ont été qualifiées de « coup de poignard » par quelques rares auteurs sur des sites indépendants de gauche déjà évoqués, qui ont vu dans la population chypriote, après les Grecs ou les Portugais, des « cobayes de la crise de l'euro ».

Mais l'essentiel des médias allemands, y compris les chaînes publiques, se sont faits le relais de la campagne contre les Chypriotes, mettant lourdement en avant la mafia russe, avec un « retour à l'anticommunisme du siècle dernier », selon les mêmes auteurs. Cet « enfumage médiatique » sert, selon eux, à masquer la complicité des politiques et financiers au pouvoir dans le développement des paradis fiscaux, des comptes offshore et de «banques-casino». D'après le classement *Financial Secrecy Index* par *Tax Justice Network* des pays concernant ces pratiques, l'Allemagne est certes largement devancée par la Suisse, les îles Cayman, le Luxembourg et Hong Kong, mais elle arrive au 9<sup>e</sup> rang, bien avant Chypre, 20<sup>e</sup>.



● Michèle Kiintz

## Les droits des LGBT dans le monde du travail



Le Collectif confédéral CGT de lutte contre l'homophobie, pour l'égalité et la non-discrimination des Lesbien-nes, Gays, Bi et Trans (LGBT) vient de publier un guide et un DVD destinés à la formation et l'action syndicales.

Pas de hiérarchisation des champs de lutte : le combat pour les droits des LGBT dans le monde du travail « s'inscrit dans le cœur même des valeurs de la CGT, qui sont celles de solidarité, de justice sociale, d'égalité des droits, de bien-être au travail ». Une affirmation qui fait la clarté en interne, mais aussi balaye la campagne hypocrite de la droite dans les manifestations homophobes, lorsqu'elle oppose les revendications salariales et d'emplois à celles des LGBT.

Pas de tabou dans le guide et le DVD : « *l'univers de travail est un terrain d'expression de toutes les injustices observables dans la société, dont les actes homophobes et transphobes* ». La prise en compte syndicale de ces questions est relativement récente, en Europe, comme en France. L'enquête menée en 2010 par la CGT montre qu'il « est deux fois plus fréquent d'observer des situations de LGBTphobie générées par l'attitude de collègues ou subordonné-e-s que par l'attitude de la direction », même si celle-ci contribue à la permanence d'un climat général homophobe ; celles et ceux qui subissent violences verbales ou physiques et discriminations se tournent encore peu vers les syndicats ; ces problèmes sont « rarement inscrits à l'ordre du jour des réunions syndicales et absents des négociations avec la direction ».

Le guide comporte aussi des informations et sources précieuses sur l'expérience syndicale européenne et britannique (CES et TUC), le dispositif législatif français de lutte contre les discriminations LGBT sur lequel s'appuyer, une liste des organismes et associations, une bibliographie. Des interviews de militant-e-s dans le DVD complètent l'outil pédagogique qu'est le guide.

À visionner, télécharger et commander ici :

<http://www.cgt.fr/-Homophobie-.html>

Voir aussi sur [www.communistesunitaires.net](http://www.communistesunitaires.net) la présentation par Didier Epszajn.

● Michèle Kiintz

**Images de la semaine****Où mène l'homophobie ordinaire ?**

Wilfried s'est fait agresser dans la nuit du 6 au 7 avril à Paris, alors qu'il tenait le bras de son ami. Publier cette photo ? L'agressé répond : « *On s'est posé la question du bon goût, puis on s'est dit que c'est peut-être désagréable mais que c'est la vérité. On l'a fait pour attirer l'attention sur une agression qui dit quelque chose de notre société, sur ce qui se passe en France depuis pas mal de mois autour du mariage pour tous.* » Par ailleurs, Brigitte Farjot est, selon, certains, une fille vachement sympa et très drôle.



● **Adieu à la femme métallique.** Le traitement médiatique de la mort de Margaret Thatcher aura surpris plus d'un téléspectateur. Certes, la plupart des commentateurs officiels ont fidèlement remercié celle-ci pour son application radicale du dogme libéral, soulignant le "courage" dont elle fit preuve pour écraser les salariés anglais et leurs syndicats : un véritable modèle pour l'humanité éclairée par le néolibéralisme. Mais il y eut aussi rappel du déchaînement de violence d'alors, et des interrogations lourdes sur l'actualité d'une telle politique. On a alors senti que la dérèglementation, le démantèlement des droits sociaux, la démolition des services publics n'ont plus tellement le vent en poupe. La mort de M. Thatcher nous a montré que l'hégémonie libérale est maintenant nettement contestée. Pour vous, nous avons exhumé **Miss Maggie** (Renaud).

● **Fin de campagne au Venezuela.** Après la mort d'Hugo Chavez, le scrutin présidentiel aura lieu dimanche 14 avril. En France, les commentateurs, après avoir depuis des années stigmatisé Chavez pour son "autoritarisme", souligne le "manque d'autorité et de charisme" de Nicolas Maduro, le candidat du Parti socialiste uni. Sur le fond des propositions en débat, Henrique Capriles, le candidat soutenu par une trentaine de partis d'opposition, s'est efforcé de signifier qu'il ne propose pas de rompre avec les politiques de Chavez. Le candidat de droite s'est même mué récemment en "candidat du centre gauche", prévoyant de maintenir les politiques sociales en

vigueur. Cependant, au jeu de la fidélité, Maduro-le-dauphin désigné par Chavez a un avantage certain sur son adversaire. Verdict dans les urnes.

● **Nouvelle couche du mille-feuilles institutionnel ?** La 250<sup>e</sup> version de l'avant-projet de loi décentralisation a été présentée au Conseil des ministres mercredi 10 avril. Il est finalement divisé en trois projets de loi distincts : le premier est centré sur le développement de métropoles (adoption prévue prochainement) ; le deuxième porte sur les compétences des Régions et des Départements (adoption programmée pour la rentrée) ; le troisième concernera les Communes et Intercommunalités (adoption... hypothétique). Concernant le premier projet, il s'agit principalement de créer un nouveau statut pour 13 métropoles (agglomérations françaises de plus de 400 000 habitants), considérées comme l'alpha et l'omega du développement économique. Le second projet de loi a vocation à « clarifier » les responsabilités des Régions et des Départements. Les Régions auront des responsabilités renforcées en matière économique ; les Départements garderont leurs compétences actuelles (principalement en matière d'action sociale), avec quelques renforcements à la marge. Le dernier projet de loi annoncé concerne le renforcement des Communautés de communes, mais tous les lecteurs de *Cerises* savent que les chances qu'il voit le jour avant les échéances électorales de 2014 sont à peu près nulles.

**Cerises**publication de l'Association  
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,  
Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :  
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)**MEDIAPART**